



Diversité en Europe

- *In varietate Concordia* (CE Bruxelles, 2000)



- **numéro 5**

une infolettre éditée par l'Institut de Recherche et d'Information sur le Volontariat (iriv)- [www.iriv.net](http://www.iriv.net)

*« These strangers in a foreign World  
Protection asked of me-  
Befriend them, lest yourself in Heaven  
Be found a refugee »*

*« Ces Etrangères, en Monde inconnu  
Asile m'ont demandé  
Accueille-les, car Toi-même au Ciel  
Pourrait être une Réfugiée »*

**Emily Dickinson** (Quatrains II-2, 1864-65, Amherst, Massachusetts, Etats-Unis)  
**traduction en français de Claire Malroux** (NRF, Poésie/Gallimard, Paris, 2000)

**Directrice de la publication** : dr Bénédicte Halba, présidente de l'*iriv*, co-fondatrice du club de l'*iriv* à la Cité des Métiers (Paris)

© iriv, Paris, 11/ 2020

## L'Europe et la Méditerranée

L'Institut de Recherche et d'Information sur le Volontariat (Iriv) publie depuis septembre 2016 une Infolettre dédiée à la migration – « Regards Croisés sur la Migration ». Les premiers numéros (septembre 2016 - mars 2018) étaient consacrés à une comparaison entre Paris et Berlin sur la base de témoignages recueillis auprès de migrants interrogés dans les deux capitales européennes.

Depuis 2018, notre Infolettre s'intitule « Diversité en Europe ». Son objectif principal est désormais de traiter de la question de la diversité – qui est la devise choisie par l'Union européenne (UE) depuis 2000 mais surtout après le dernier plus grand élargissement de l'Union européenne (de 15 à 25 membres de l'UE en 2004).

Le premier numéro (novembre 2018) était axé sur la diversité à l'école avec Rotterdam (aux Pays-Bas) dont les habitants avec des origines étrangères représentent plus de 70% de la population totale, ce qui est à la fois un défi et une opportunité pour expérimenter de nouvelles approches. Paris compte également dans ses écoles, et dans ses salles de classe, des élèves aux profils très divers.

Le deuxième numéro (mars 2019) était consacré à la diversité religieuse et culturelle, avec un accent sur la communauté juive. Si les racines judéo-chrétiennes de l'Union européenne sont évidentes, la construction européenne est un projet séculier avec une véritable identité culturelle ouverte à toutes les religions. Ce numéro proposait une comparaison entre Paris et Thessalonique, deux villes partageant une histoire troublée pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le troisième numéro (novembre 2019) abordait la question du dialogue interreligieux avec des articles sur la diversité en Suisse et en France. C'est particulièrement important dans les pays laïcs où la liberté religieuse est respectée comme le droit de n'appartenir à aucune religion. Une approche « républicaine » a permis une paix civile depuis un siècle dans la plupart des sociétés européennes, hormis pendant les deux guerres mondiales (où les populations civiles se sont aussi déchirées).

Le quatrième numéro (mars 2020) était axé sur l'éducation et le dialogue interconfessionnel dans des pays multiculturels. Un premier article analysait l'inclusion et la diversité aux États-Unis, en insistant sur la nécessité de renforcer un état d'esprit de « diversité globale ». Un deuxième article a rappelé l'exemple de Sarajevo, une ville modèle d'existence pacifique entre bosniaques juifs et musulmans, serbes orthodoxes et croates catholiques dans un pays européen, la Bosnie, caractérisée par une « identité universelle aux multiples facettes » qui a été traitée avec brutalité pendant la guerre sanglante des Balkans (1992-1995)

Ce cinquième numéro (novembre 2020) aborde la question de la diversité dans la région méditerranéenne avec deux articles traitant de stratégies diverses qui y sont menées. Le premier article aborde la diversité dans la partie orientale de la région méditerranéenne, un carrefour entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie - une combinaison contradictoire d'intérêts économiques et politiques qui plaiderait pour la solidarité alors que l'Union européenne fait preuve d'une inefficacité totale qui suscite des sentiments très mitigés. Le deuxième article se concentre sur les diverses stratégies menées par les principaux acteurs du Moyen-Orient.

La mer Méditerranée était appelée Mare Nostrum par l'historien grec Hérodote à l'époque antique. Ce sentiment d'appartenance a construit un pont entre tous les pays de la région - au Nord (zone européenne), dans sa partie Adriatique (les Balkans), au Sud (le Maghreb) ou dans sa partie orientale (Moyen-Orient). Dans un livre publié en 2000 par l'INJEP intitulé « Avoir vingt ans dans vingt ans en Méditerranée » (1) Sami Nair, alors député européen et chercheur en sciences politiques, et Bichara Khader, professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique) ont tous deux insisté sur l'urgence nécessaire de renforcer un partenariat euro-méditerranéen par une stratégie politique commune qui combine éducation, économie et environnement. Bichara Khader a en particulier souligné le très faible investissement du programme Meda ou de la Banque européenne d'investissement dans une région qui devrait être une préoccupation majeure de l'Union européenne.

Vingt ans après la publication de ce livre qui aborde l'avenir des pays méditerranéens au travers de sa jeunesse, rien n'a changé dans cette région clé, au cœur même de la civilisation européenne, un « creuset » de cultures. La région méditerranéenne reste une des grandes absentes des discussions européennes. L'Union européenne semble bien oublieuse de son passé à bien des égards - soyons optimistes et espérons que l'avenir soit plus constructif.

Bénédict Halba, présidente de l'Iriv  
Ioanna Profyri, chercheuse senior IME GSVEE (Greece)

© iriv, Paris, 11/ 2020

(1) « Avoir 20 ans dans 20 ans en Méditerranée », Atlas édité par l'Iriv, Marly Le Roi : INJEP, 2000

## Le sens de la diversité dans la région méditerranéenne: gestion, politique et conséquence

La Méditerranée orientale a toujours été au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie. De cette position géostratégique, elle tire une part importante de sa diversité économique et sociale et par conséquent de la complexité dans la formulation de stratégies et de politiques. La Grèce et la Turquie, tous les deux membres de l'OTAN, ont construit des relations bilatérales complexes, tandis que d'autres acteurs régionaux, tels que Chypre, la Syrie, l'Égypte, le Liban, Israël et la Jordanie - une mosaïque d'identités politiques - forment un réseau également complexe de relations bilatérales et multilatérales. (1)

L'intensité de la crise économique et sociale après la pandémie de COVID-19, comme l'exacerbation de la crise écologique, l'émergence de la crise migratoire avec l'arrivée de réfugiés (problème régional majeur), les nouveaux développements dans le secteur de l'énergie et ses conséquences, ainsi que la déstabilisation générale, avec l'ombre du terrorisme qui plane fortement, accroissent l'importance de la région de la Méditerranée orientale. Les événements actuels conduisent à se concentrer sur l'agression croissante de la Turquie en Méditerranée orientale. Elles est devenue un facteur de déstabilisation très grave (tant pour l'Occident que pour la Russie) que ce soit en Libye, dans la crise du Haut-Karabakh, en mer Égée, ou en Méditerranée orientale avec la question chypriote et ses revendications envers la Grèce (2) avec les opportunités de l'exploitation des ressources naturelles. Le pouvoir absolu exercé par le président Erdogan en interne est une source d'inquiétude. L'agression turque, ces dernières années, s'est caractérisée par des crises de grande ampleur avec ses velléités de projets néo-ottomans, qui traduisent le rôle de puissance régionale qu'elle aspire à jouer (3). Sa prétention à jouer un rôle hégémonique dans le sous-système d'un Moyen-Orient élargi est un enjeu déterminant de la politique étrangère turque, depuis les années 1980 avec le gouvernement Ozal (4)

Les différents réseaux de coopération développés par les États de la Méditerranée orientale, dans divers domaines tels que l'énergie, les forces armées, l'éducation-recherche, l'agriculture, le tourisme, la protection civile et au sein des organisations internationales, ont fait obstacle aux plans ambitieux de la Turquie pour contrôler la région avec en outre un soutien des États-Unis, de la France et de l'Italie dans des initiatives partenariales. Des exemples typiques sont l'accord historique sur le gazoduc EastMed conclu entre la Grèce, Israël et Chypre, ainsi que la ratification des deux accords de désignation de Zone Économique Exclusive (ZEE) entre la Grèce, l'Italie et l'Égypte (3).

Ainsi, si la Turquie avait réussi avec le soulèvement des pays arabes en 2011 à se renforcer, suivant une politique de «*soft power*» qui tirait profit de l'instabilité internationale et régionale avec l'indulgence des États-Unis, de la Russie et de l'Union Européenne, les conflits qui ont suivi ont montré les limites de ses succès politiques, créant des problèmes extrêmement graves, à commencer par la guerre en Syrie. (4)

Dans ce cadre, le régime turc a instrumentalisé la question des réfugiés, à la fois à l'intérieur de ses frontières, pour obtenir un soutien politique et au sein de l'Union européenne, avec des gains politiques et économiques, tout en accusant l'UE de ne pas respecter ses obligations financières envers Ankara ou ses États membres d'islamophobie. (4)

L'Union européenne, d'autre part, politiquement fragmentée et économiquement affaiblie, a renoncé à sa responsabilité dans la question des réfugiés en affichant ses divisions, certains pays développant ouvertement des politiques anti-immigration ou formant des coalitions avec l'extrême droite, et alimentant un discours de haine qui trouve un terrain fertile au niveau international, conduisant à un

conservatisme général et une non-acceptation de la «différence», ce qui est totalement contraire au respect de l'égalité des chances et des droits de l'homme. Le contenu du nouveau pacte sur la migration et l'asile est une réaction ex-post de l'Europe. Chronique d'une tragédie annoncée, la catastrophe humanitaire de Moria (en Grèce), est un exemple éloquent de l'incohérence européenne et, finalement, du manque de volonté réelle qui est un échec manifeste de sa gestion de la question des réfugiés.

Les intérêts économiques et politiques importants que certains États membres de l'UE, comme l'Allemagne, ont avec la Turquie compliquent encore la situation de prise d'otage de l'Union européenne par la Turquie qui utilise le puissant levier de pression que représente la question des réfugiés. En outre, l'absence de pouvoir dans beaucoup de pays voisins, avec les conditions chaotiques qui règnent au Moyen-Orient, et la réticence internationale à apporter une contribution substantielle aux conflits régionaux, renforcent la stratégie offensive de la Turquie (4)

Compte tenu de ces paramètres, on peut s'interroger sur la «politique d'égalité de distances» (*equal distances policy*) de l'Europe et des autres pays avec la Turquie, qui, malgré son caractère provocateur, aussi bien symbolique que pratique, a jusqu'à présent payé un prix minimum. Les sanctions sont lentes - les Européens et les Américains n'ont pas encore activé, pour des raisons politiques et géostratégiques, la puissante arme des sanctions économiques (2).

La conférence euro-méditerranéenne MED7, qui s'est conclue en Corse, est un exemple éloquent du conflit d'intérêts au sein de l'UE. Si le texte des conclusions (Déclaration d'Ajaccio) montre clairement, entre autres, un soutien à la Grèce et à Chypre (plateau continental grec et ZEE chypriote), face à la provocation et la délinquance turques, il ne faut pas oublier que Malte et l'Espagne - deux pays participants - ont plaidé pour cette politique d'égalité de distance dans la période écoulée et se sont opposées à des sanctions strictes contre Ankara. L'attitude différente de la France et de l'Italie dans la guerre civile libyenne est aussi révélatrice - la France a soutenu les forces armées du général Haftar, tandis que l'Italie est du côté du gouvernement de Tripoli et de Saraj, avec un impact désastreux sur la cohésion politique au sein des États membres de l'UE pour défendre une même ligne face à Ankara (1)

En conclusion, les intérêts économiques et politiques ont agi aux dépens de la solidarité. L'Union européenne a été inefficace face à la situation critique lors de la crise financière de 2008. L'économie turque s'effondre, avec une livre turque à un niveau historiquement bas et une popularité d'Erdogan au plus bas. Nous sommes inévitablement confrontés à la question provocante, sinon rhétorique, de savoir s'il existe un risque de «choc des civilisations» ou si, dans un contexte d'économie mondiale et mondialisée, nous sommes face à un conflit d'intérêts.

**Ionna Profyri , chercheuse senior, IME GSVEE 11/2020**

**© iriv, Paris, 11/ 2020**

## Mare Nostrum (1)- Dierses stratégies en Méditerranée

La mer Méditerranée est au cœur de la civilisation européenne. Elle a toujours été un lieu d'échanges entre des cultures variées et des personnes appartenant à des pays ou des religions différents. Il est dommage qu'elle ait été associée ces dernières années avec la crise migratoire à un endroit où tant de migrants venus d'Afrique ou du Moyen-Orient sont tués sur des bateaux bon marché ou poussés à la mer par des passeurs malhonnêtes, appartenant à des réseaux de traite d'êtres humains. Les «printemps arabes» correspondent à une série de soulèvements pro-démocratie dans des pays surtout musulmans, comme la Tunisie, le Maroc, la Syrie, la Libye, l'Égypte et Bahreïn, au début du printemps 2011 (2). Ils ont provoqué un grand désordre dans la région. Le refus de la présidence américaine d'intervenir militairement en Syrie en 2013 a été un signal négatif donné à d'autres pays, moins puissants que les États-Unis avec les pays européens, qui attendaient tapis dans l'ombre de jouer un rôle majeur, souvent pour le pire pour les populations locales ou les minorités défendant leurs droits (comme les Kurdes) - la coalition formée en Syrie par la Russie, la Turquie et l'Iran a conduit à une catastrophe humaine majeure (3)

En 2020, malgré une forte menace venue de Turquie avec sa stratégie «Mavi Vatan» qui a causé une insécurité croissante en Méditerranée orientale (4) et l'effondrement du Liban après 30 ans de gouvernement injuste et corrompu, des avancées positives ont été constatées avec le processus de paix au Moyen-Orient. Selon un article publié dans la revue *Foreign Policy*, «Les nouveaux accords au Moyen-Orient entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn vont bien au-delà de la «paix froide» conclue avec l'Égypte et la Jordanie. Ils pourraient même aider à mettre fin au conflit avec les Palestiniens.» (5) Étonnamment, l'Union européenne a été très absente ou inefficace dans la région malgré des déclarations répétées d'intérêt et de préoccupation pour le processus de paix au Moyen-Orient.

Les Européens n'ont pas eu une attitude constructive avec leur principal allié dans la région, Israël. Ils ont été une nouvelle fois oubliés de leur passé. Le manque d'intérêt et d'engagement est évident quand on consulte le site Internet européen dédié à la politique au Moyen-Orient - la dernière actualité a été publiée en 2016 comme si rien ne s'était passé depuis cette année emblématique. (6)

En premier lieu, la stratégie menée par l'UE avec la Turquie est assez déroutante - après une série d'agressions du gouvernement Erdogan contre la Grèce ou Chypre, et la déclaration offensive du président turc contre plusieurs pays européens (et en premier lieu la France), la Turquie est toujours membre du programme Erasmus destiné à améliorer l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie. Il est assez choquant de constater qu'au même moment le Royaume-Uni ne sache toujours pas, avec le Brexit, l'avenir de sa participation à ce programme clé en Europe. La désapprobation officielle de l'Union européenne contre la Turquie après le Conseil européen de septembre 2020 ne semble pas avoir découragé la stratégie agressive menée par le gouvernement turc. Son président semble au contraire très inspiré de redessiner les frontières de la mer Méditerranée, en violant au passage la carte maritime et les frontières décidées par le traité de Sèvres (1920) après l'effondrement de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale (4).

Une autre grande surprise est le silence de l'Union européenne au Liban. La France a été le seul pays à dénoncer ouvertement la corruption des partis politiques qui ont divisé le pays depuis la fin de la guerre civile en 1990. Malgré les protestations de la population libanaise (de toutes religions et origines sociales) à l'automne 2019 et la faillite officielle de l'État libanais, de nombreux pays européens soutiennent toujours la coalition politique qui a conduit le pays à un désastre et constitue une menace majeure pour la paix dans la région. L'explosion survenue en août 2020 à Beyrouth, due à la gestion catastrophique et malhonnête du port par l'un des partenaires politiques de la coalition gouvernementale (le parti chiite, Hezbollah) n'était que le dernier

avatar d'une catastrophe annoncée. En complément, les nombreuses fausses nouvelles provenant de tous les partis de la coalition (principalement le parti chrétien dirigé par Michel Aoun) sur l'origine de l'explosion, ont été une autre preuve de la manière malhonnête de traiter la question. La population libanaise ne doit s'attendre à aucun soutien de la part des «partis classiques» avec une manière aussi injuste de faire face à la situation.

Enfin, les accords de paix signés par Israël avec l'Union des Émirats Arabes (UEA) et Bahreïn, après plusieurs années de collaboration économique constructive entre Israël et ses voisins arabes, n'ont pas reçu le soutien qu'ils auraient dû attendre de l'Union européenne. Les accords d'Abraham ont été signés entre Israël et l'UEA à la Maison Blanche à Washington le 15 septembre 2020, sous l'égide des États-Unis d'Amérique. Bahreïn a normalisé ses relations avec Israël et a signé un accord officiel à Manama le 18 octobre 2020 (7). Ces accords signés entre Israël et ses voisins arabes constituent pourtant une étape décisive au Moyen-Orient depuis la paix signée avec l'Égypte en 1979 et la Jordanie en 1994. La seule réaction de l'Union européenne a été une nouvelle déclaration conjointe de cinq pays (France, Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni) en octobre 2020, condamnant les constructions de nouvelles maisons dans les colonies de Cisjordanie par Israël.

Le processus en jeu au Moyen-Orient aurait dû évoquer des souvenirs en Europe - l'esprit de l'Union européenne a consisté précisément depuis 1957 avec le traité de Rome à construire un lien économique, une coopération de fait entre ses membres pour éviter toute nouvelle guerre en Europe après des siècles de lutte depuis les guerres napoléoniennes du XIXe siècle. Le même esprit de collaboration a inspiré le processus de paix mené par Israël avec les EAU et Bahreïn - «Les deux accords ont une portée révolutionnaire: en normalisant les relations et en se concentrant sur les affaires, le commerce et les voyages, ces accords de «paix chaleureuse» vont au-delà de la «paix froide» souvent tenue que l'Égypte et la Jordanie ont conclue avec l'État hébreu il y a des décennies. Non seulement les accords avec les Émirats Arabes Unis et Bahreïn ouvrent la voie à un changement radical dans les relations arabo-israéliennes, mais ils pourraient même constituer une opportunité nouvelle pour régler un problème insoluble entre les deux parties: le conflit israélo-palestinien. (5)

La préoccupation de l'Union européenne dans le processus de paix au Moyen-Orient semble bien injuste et déséquilibrée. Est-ce vraiment une question clé pour l'Union européenne? On peut en douter. Peut-être que la diplomatie européenne pourrait s'inspirer de la stratégie réussie menée par l'un de ses principaux et premiers alliés dans la région. Selon le journal Haaretz, «Israël et le Liban pourraient conclure un accord sur la frontière maritime dans les semaines à venir (8) et le Soudan a normalisé ses relations avec Israël (9). Il s'agit là d'autres exemples inspirants de résilience et d'esprit constructif dans une région qui a été confrontée à tant de conflits ces dernières années. C'est aussi une source perpétuelle d'inspiration dans la lutte immémoriale entre David et Goliath - le courage et la persévérance doivent toujours prévaloir

©Bénédict Halba, Institut de Recherche et d'Information sur le Volontariat (iriv) - 11/2020

© iriv, Paris, 11/ 2020

## Bibliographie Grèce

### Article écrit par Ionna Profyri

- (1) (1) Triantaphyllou, D. REPENSER LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE, Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère (ELIAMEP)
- (2) (2) Papakonstantinou, P. (27 octobre 2020) Turquie, l'éléphant dans le salon de l'Ouest, Kathimerini
- (3) (3) Kefala, V. (2020) La politique du Moyen-Orient de la Turquie et l'outillage de la question des réfugiés, en GRÈCE, TURQUIE, SUD-EST DE LA MÉDITERRANÉE ET CONCOURS DE PUISSANCE, (pp.20-24), Institute for Alternative Policies (ENA)
- (4) (4) Pedi, R. (2020, 3 janvier) Compétitions et collaborations en Méditerranée orientale et en Grèce, Institut des analyses internationales, de défense et européennes, Université de Macédoine. <http://idea.uom.gr/eastmed>

## Bibliographie France

### Article écrit par Bénédicte Halba

- (1) *Desponsamus te, mare nostrum, in signum veri perpetuique domini !* (We marry you, our sea, as a sign of true and perpetual sovereignty ) , Herodote (Greek Historian, Halicarnasse 484-Thourioi 420 before J.-C.)
- (2) Original: Arab Spring January 10, 2018, updated: Jan 17, 2020, History.com - editors - <https://www.history.com/topics/middle-east/arab-spring>
- (3) the conflict in Syria has killed 384.000 people since 2011 including 116 000 civilians (22 000 children and 13 000 women), 20 Minutes & AFP – 1/03/ 2020 - <https://www.20minutes.fr/monde/2739935-20200314-conflit-syrie-tue-384000-personnes-neuf-ans> ; 2 NGOS Open Society Justice Initiative (OSJI) & Syrian Archive, documented in a report of 90 pages published in October 2020 that the Syrian regime together with the support of Iran and North Korea have developed a chemical programme that killed thousands of civilians since 2011- B. Barthe & S. Maupas, Le Monde, 21th of October 2020,
- (4) Capt. Andrew Norris, J.D., USCG (ret.) and Alexander Norris, “Turkey’s “Mavi Vatan” Strategy and Rising Insecurity in the Eastern Mediterranean Regional Strategies Topic Week” - September 18, 2020 Guest Author 3 Comments - source: <http://cimsec.org/turkeys-mavi-vatan-strategy-and-rising-insecurity-in-the-eastern-mediterranean/45544>
- (5) Varsha Koduvayur, David Daoud, “Welcome to a Brand-New Middle East”, September 30, 2020 - source : <https://foreignpolicy.com/2020/09/30/israel-uae-bahrain-palestinians-peace/>
- (6) Middle East Peace process , 15/06/2016 - source : [https://eeas.europa.eu/diplomatic-network/middle-east-peace-process/337/middle-east-peace-process\\_en](https://eeas.europa.eu/diplomatic-network/middle-east-peace-process/337/middle-east-peace-process_en)
- (7) UAE and Israel agree to visa-free travel and \$3bn Abraham Fund – The National - October 21, 2020 - <https://www.thenationalnews.com/world/mena/uae-and-israel-agree-to-visa-free-travel-and-3bn-abraham-fund-1.1096398->
- (8) Noa Landau, “Senior Official: Israel, Lebanon Could Reach Maritime Border Deal 'Within Weeks'” - <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium.highlight-senior-official-israel-lebanon-could-reach-maritime-border-deal-within-weeks-y-1.9231112> – 13/10/2020
- (9) BBC news- <https://www.bbc.com/news/world-africa-54554286> -26/10/2020